

LE FRONT NATIONAL ET LE LIBAN

Jean-Yves Camus

20/02/2017

En rencontrant les 20 et 21 février 2017 le président Michel Aoun, allié du Hezbollah et de Damas, le Front national va à contre-courant des engagements historiques des nationalistes français au Liban. Analyse avec Jean-Yves Camus en partenariat avec L'Œil sur le Front.

En rencontrant le président Michel Aoun et le premier ministre Saad Hariri, la dirigeante du Front national cherche à maintenir un strict équilibre entre les deux camps politiques libanais, la Coalition du 14 mars et celle du 8 mars. Des entretiens avec le Grand mufti sunnite et le patriarche de l'Église chrétienne maronite devraient confirmer ce choix de parler à toutes les tendances majeures du pays.

Pour comprendre la raison de ce voyage, il ne faut pas s'arrêter uniquement sur la symbolique de la rencontre entre la candidate frontiste et le premier chef d'État en exercice qui accepte de la recevoir. Il faut aussi savoir que le président libanais, à la tête d'un parti, le Rassemblement pour le Liban (RPL), bien implanté dans la diaspora installée en France, réunit toutes les conditions nécessaires pour être un allié du Front national : chrétien, hostile à Daesh et à l'islamisme sunnite radical et favorable au régime de Damas. Il est en outre allié du Hezbollah, qui au Liban est un parti politique représentant la communauté chiite et du Parti social-nationaliste syrien, partisan d'une intégration du Liban dans la « Grande Syrie ». Le Parti de Dieu et le PSNS (Parti social-nationaliste syrien) ont les faveurs de la fraction la plus radicale de l'ultra-droite française, en raison d'un « antisionisme » viscéral. Ainsi, avant Marine Le Pen, le président libanais a rencontré le porte-parole du Parti nationaliste français, Yvan Benedetti, déjà remarqué lors d'une réunion publique du RPL à Lyon en 2010, soit avant qu'il soit écarté du Front national par Marine Le Pen, et par ailleurs favorable au Hezbollah qu'il considère comme protecteur des chrétiens libanais face à l'État islamique. Le PSNS, lui, avait déjà les faveurs, dans les années 1970, de François Duprat, idéologue de l'aile nationaliste-révolutionnaire du Front national « première période ».

Le choix de rencontrer les aounistes peut sembler antinomique avec celui de parler avec Hariri, opposé à Bachar al Assad que le Front national soutient. Surtout, il fait l'impasse sur le fait que le gouvernement Hariri, en place depuis décembre 2016, n'est pas soutenu par les Phalangistes libanais, alliés historiques des nationalistes français. Lors de la guerre civile dite des « deux ans »

(1975-76), puis en 1983-84 dans la « bataille du Chouf », plusieurs dizaines de volontaires français avaient combattu aux côtés de ceux qu'ils considéraient (à raison) comme des chrétiens d'Orient menacés à la fois par l'intégrisme et par une Syrie alors alliée du bloc soviétique. Thibaut de La Tocnaye, membre du bureau politique du Front national, faisait partie de ceux-là, militant au GUD, au Parti des forces nouvelles, plus tard dans l'association catholique traditionaliste Chrétienté-Solidarité que dirigeait Bernard Antony, alors élu frontiste. Une « Amicale des anciens volontaires français au Liban » (AAVFL) existe, selon le blog de La Tocnaye. En 2015 selon la même source, elle était présidée par Emmanuel Pezet et sa coordinatrice était Sophie Akl, correspondante au Liban du quotidien traditionaliste *Présent*.

Les liens anciens entre les Kataeb et le Front national seraient-ils distendus ? Certaines sources annoncent également un entretien entre Marine Le Pen et le chef des Forces libanaises, Samir Geagea. Issu des rangs phalangistes, ce chef de guerre, très opposé à la tutelle syrienne au milieu des années 1980, a rompu avec son parti d'origine et a fait volte-face en soutenant l'an dernier la candidature de Aoun à la présidence. Accusé (sans preuves formelles) de plusieurs assassinats politiques, emprisonné de 1994 à 2005, Geagea avait comme avocat l'actuel trésorier du Front national, Wallerand de Saint-Just, qui a consacré un livre à cette affaire .

En résumé, les termes du problème de la survie des chrétiens d'Orient ayant changé du fait de l'émergence de Daesh, le Front national a évolué dans le choix de ses amis maronites, pour concilier leur défense avec ce qu'il estime indispensable à la victoire contre l'État islamique : le maintien dans le jeu politique syrien de Bachar al Assad.

Pour aller plus loin : Pervenche Berès, Jean-Yves Camus, Alexis Lacroix, *La politique étrangère du Front national* (Fondation Jean-Jaurès, 7 octobre 2016)